



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 43 (2022)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : croissance record des IDE au T3-2022
- ❖ Vietnam : 2^{ème} relèvement des taux directeurs
- ❖ Birmanie : inscription sur liste noire du GAFI

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

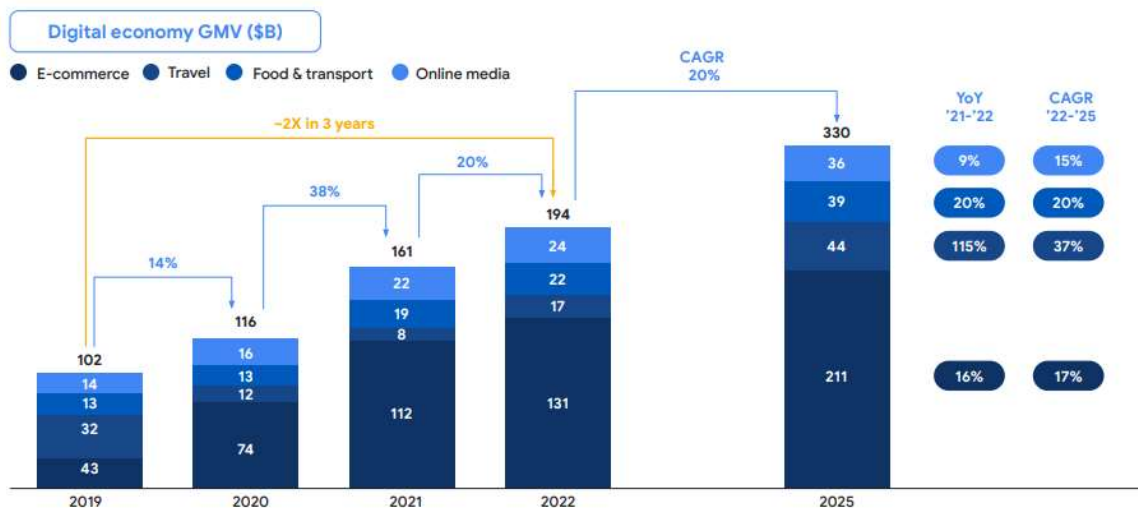
15Md\$

Déficit commercial de la Thaïlande
entre janvier et septembre 2022

Région

Croissance de 20% de l'économie numérique selon Google

Selon le dernier rapport de Google, Temasek et Bain&Co « e-Conomy SEA 2022 », la valeur de l'économie numérique de la région atteindrait près de 200 Mds USD cette année, soit une croissance d'environ 20% par rapport à 2021. Le nombre d'utilisateurs d'Internet dans les six principaux marchés régionaux - IND, MYS, PHL, SGP, THA et VNM – continuerait par ailleurs d'augmenter, avec 20 millions d'utilisateurs supplémentaires cette année, portant le nombre total d'utilisateurs à 460 millions. La croissance a cependant ralenti entre 2021 et 2022, à +4%, contre +10% l'année dernière. Selon le rapport, l'économie en ligne ne pourra atteindre les 330 Mds USD prévus d'ici 2025 sans un effort des entreprises sur leur rentabilité au cours des trois prochaines années.



Indonésie

Croissance record des IDE au troisième trimestre

Selon le ministère de l'Investissement (BKPM), au T3-2022, les IDE ont connu une croissance record, de 63,6% en glissement annuel (g.a), totalisant 10,89 Mds USD. Cette somme est supérieure à celle de l'investissement intérieur, de 8,96 Mds USD, affiché en hausse de 22,5% en g.a. Précédemment, au S1 2022, les investissements étrangers avaient atteint 21,49 Mds USD (+35,8% en g.a), représentant 53,1% d'un investissement total semestriel de 40,48 Mds USD (+32% en g.a). Ainsi, les investissements cumulés de janvier à septembre grimpent à 60,33 Mds USD, envoyant un signal favorable alors que l'objectif annuel est de 83,1 Mds USD. Ces investissements ciblent les industries extractives ou s'appuyant sur des ressources naturelles, dans un contexte de flambée des prix des matières premières et alors que l'Indonésie publie des règlements favorables aux investisseurs - dont la loi n°11/2020 portant création d'emplois – jugée anticonstitutionnelle, mais demeurant en application.

Introduction d'un contrôle étatique sur onze denrées alimentaires

Le Président Jokowi a publié le règlement présidentiel n°125/2022, concernant l'approvisionnement, la gestion et la distribution de 11 aliments de base, en anticipation d'une crise alimentaire. Les aliments de base désignés comme réserves gouvernementales sont : le riz, le maïs, le soja, les oignons, les piments, la volaille, les œufs, la viande de ruminants (bœuf, mouton, etc), le sucre, l'huile de cuisson et le poisson. La première étape de mise en œuvre du règlement concernera les trois premiers produits alimentaires listés. Le programme d'approvisionnement alimentaire du gouvernement donnera la priorité à l'achat de la production nationale, et la vente se réfèrera à un prix de référence fixé. Si la stabilisation des prix rassure les consommateurs, d'un autre côté, ce règlement offre une position dominante aux entreprises d'Etats, en charge d'assurer ces stocks alimentaires stratégiques, et peut être préjudiciable aux agriculteurs et éleveurs.

Malaisie

Des prévisions de croissance à la baisse dans l'industrie des semi-conducteurs

L'association de l'industrie malaisienne des semi-conducteurs prévoit une croissance du secteur comprise entre 8% et 10% en 2022 (contre 45% en 2021), et anticipe un ralentissement de la dynamique en 2023 en raison des tensions sino-américaines sur le sujet. Au premier semestre 2022, les semi-conducteurs et circuits intégrés représentent, en valeur, 42% des exportations de produits E&E et 23% des exportations malaisiennes. Le secteur E&E est l'un des secteurs prioritaires de la stratégie nationale d'investissement (National Investment Aspiration), avec notamment des avantages fiscaux aux industriels souhaitant relocaliser leurs activités en Malaisie.

Développement des premières stations-services 100% électriques

TNB, premier producteur et fournisseur d'électricité en Malaisie, et Gamuda, entreprise de génie civil, ont signé un protocole d'entente pour le développement et la construction de deux stations-services électriques en périphérie de Kuala Lumpur. Les stations, dont la mise en service est prévue pour 2025, seront alimentées par un mix énergétique solaire-électricité. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie nationale énergétique (National Energy Policy 2022 – 2040), rendue publique en septembre dernier, qui prévoit une hausse de la part des véhicules électriques dans le parc automobile malaisien à 38% d'ici 2040. Cette part est aujourd'hui inférieure à 0,01%.

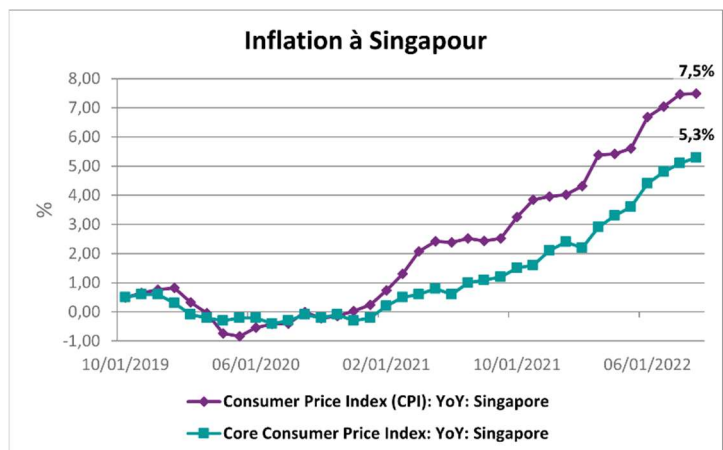
Modernisation progressive du parc hydroélectrique

L'Energy Commission a donné le feu vert à TNB pour poursuivre l'exploitation du barrage hydroélectrique de SSJ Sungai Perak, localisé au Nord de la Malaisie. Le fournisseur d'électricité malaisien investira 1,23 Md USD pour rééquiper les centrales hydroélectriques, d'une puissance installée de 650,75 MW. Cinq barrages hydrauliques devraient également être rénovés d'ici 2025, en lien avec l'objectif du gouvernement de porter à 12 916 MW la puissance du parc de production d'électricité verte cette même année dans le cadre de la National Energy Policy.

Singapour

Inflation sous-jacente de 5,3% en septembre, au plus haut depuis 14 ans

L'inflation sous-jacente (qui exclut le logement et les transports privés) poursuit sa progression, atteignant 5,3% en g.a. au mois de septembre, contre 5,1% en août, en raison de la hausse des prix des produits alimentaires (+6,9%), des services (+4,0%) et des biens de détail (+3,1%). Les prix de l'énergie et des denrées alimentaires ont reculé par rapport aux sommets atteints plus tôt dans l'année, mais restent élevés du fait des tensions persistantes sur les chaînes d'approvisionnement. L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) et le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI) ont affirmé que l'inflation sous-jacente resterait élevée au cours des prochains mois, avant de décélérer plus nettement fin 2023, à mesure que les tensions sur le marché du travail s'atténuent et que l'inflation mondiale se modère. L'indice global des prix à la consommation a atteint 7,5% en g.a. en septembre (inchangé par rapport au mois précédent).



Singapour conserve sa position de 3^{ème} plus grand centre de change mondial

Dans un communiqué du 28 octobre, l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a confirmé que Singapour avait conservé sa position de 3^{ème} plus grand centre de change mondial, selon les chiffres récemment publiés de l'enquête triennale de la Banque des règlements internationaux - BRI auprès des banques centrales sur le marché mondial des changes et des dérivés de gré à gré. Le volume quotidien moyen des opérations de change de Singapour a atteint 929 Mds USD en avril 2022, soit une augmentation de 45% par rapport à avril 2019. La part de Singapour dans les volumes mondiaux de change a augmenté à 9,5% en avril 2022, contre 7,7% en avril 2019. Enfin, les volumes de dérivés de taux d'intérêt de gré à gré ont atteint une moyenne de 156 Mds USD par jour en avril 2022, soit une augmentation de 34% par rapport à avril 2019.

15^{ème} édition de la semaine internationale de l'énergie de Singapour (SIEW)

La 15^{ème} édition de la Semaine internationale de l'énergie de Singapour (Singapore International Energy Week, SIEW), organisée par l'Autorité du marché de l'énergie sous l'égide du ministère du Commerce et de l'Industrie de Singapour, s'est tenue du 25 au 28 octobre. Réunissant gouvernements, industrie, investisseurs et monde universitaire autour des plus grandes conférences de la région sur l'énergie, cette édition a été dominée par la crise énergétique mondiale et la nécessité d'accélérer la transition vers un avenir plus vert et plus sûr. Lawrence Wong, vice-Premier Ministre et ministre des finances, a par ailleurs annoncé un renforcement de la Contribution Nationale Déterminée de Singapour, en amont de la COP 27, afin d'aligner l'étape intermédiaire de 2030 avec un objectif de "zéro émission" en 2050. Il a également annoncé le lancement de la stratégie nationale pour l'hydrogène de Singapour visant son utilisation i) comme matière première, dans les usines de semi-conducteurs et les processus pétrochimiques, et ii) comme carburant, dans le secteur de l'aviation et du transport maritime. À ce titre, EDF a notamment signé, dans le cadre d'un consortium avec le fournisseur d'électricité singapourien Tuas Power et l'entreprise japonaise ITOCHU, un MoU visant à étudier la faisabilité d'une chaîne d'approvisionnement d'importation d'hydrogène vert à Singapour via le recours à l'ammoniac.

Vietnam

2^{ème} relèvement des taux directeurs de 100 points de base

La banque centrale du Vietnam a relevé ses taux directeurs de 100 points de base. C'est le 2^{ème} relèvement depuis 2011, après celui du 23 septembre, qui ramène donc les taux directeurs aux niveaux d'avant Covid. La banque centrale a en effet décidé lundi d'augmenter le taux de refinancement à 6%, le taux d'escompte à 4,5%, le plafond du taux des dépôts de moins de six mois à 6%, et le taux de prêt interbancaire journalier à 7%. La hausse des taux directeurs vise principalement à protéger le dong, qui a plongé de 2,3% par rapport au dollar la semaine dernière, sa plus forte perte hebdomadaire depuis février 2011, et ainsi limiter l'inflation importée et maintenir la stabilité économique du pays. La hausse des taux survient une semaine après l'élargissement de la bande de négociation du dong de $\pm 3\%$ à $\pm 5\%$ et permet d'éviter de recourir aux réserves de changes du pays, en baisse de 20 Mds USD depuis le début de l'année, pour soutenir la valeur du dong.

Vers un ralentissement de la croissance au Vietnam en 2023

En 2022, du fait d'un effet de base favorable et du relâchement des contraintes sanitaires, l'économie vietnamienne devrait fortement rebondir, avec une croissance prévue entre +6,5% et +7%, qui pourrait même dépasser 8%. Les perspectives pour 2023 sont moins nettes, dans un contexte de fort ralentissement de la demande extérieure. Par ailleurs, et pour assurer le développement à long terme du Vietnam, ses dirigeants devront prendre des risques en réinventant le modèle de croissance du pays, afin de relever sa productivité et assurer la montée en gamme de son industrie. Avant d'être rattrapé par le vieillissement de sa population, le Vietnam dispose d'une fenêtre de 20 ans pour sortir du piège du revenu intermédiaire. Dans ce contexte, chaque année qui passe sans que les investissements nécessaires soient engagés est une année perdue. Le Vietnam a prouvé, par le passé, sa capacité à se mobiliser autour d'un objectif ambitieux, avec des résultats spectaculaires. En revanche, la simple continuation des politiques qui ont permis l'éradication de l'extrême pauvreté ne sera pas suffisante pour franchir demain un certain seuil de PIB/hab. [SER de Singapour, SE de Hanoi]

Risque et manque de transparence sur les marchés obligataires

Certaines entreprises immobilières vietnamiennes ayant des niveaux d'endettement élevés risquent d'éprouver des difficultés à rembourser leurs obligations, selon la commission économique de l'Assemblée nationale. En cause, des émissions d'obligations opaques et parfois frauduleuses, comme le démontrent les récents scandales impliquant l'arrestation des dirigeants de Tan Hoang Minh Group et Van Thinh Phat Group, ainsi que le décalage entre la durée de retour sur investissement (entre 5 à 10 ans pour les projets immobiliers) et de maturité des obligations émises (entre 3 et 4 ans). Le volume des obligations émises par les sociétés immobilières et de construction arrivant à échéance à la fin de l'année s'élève à 805 M USD, et à 15 Mds USD au cours de la période 2022-2025, soit 42% du volume total des obligations arrivant à échéance au cours de cette période.

Importants retards dans les projets de transport urbains

À Hanoi, l'achèvement de la ligne de métro 3 (Nhon – Gare de Hanoi) a été repoussé à 2027. Le Comité de gestion des chemins de fer urbains de Hanoi (MRB) vient par ailleurs de soumettre au Comité populaire de la ville un projet d'augmenter de 82% (16 124 Mds VND soit 644,9 Mds USD) l'investissement total dans le projet de la ligne de métro 2 (Nam Thang Long – Tran Hung Dao) (financé par la JICA, 11,5 km). Approuvé en 2008 avec une date d'achèvement initialement prévue en 2015, elle devrait être reportée à 2027. Par ailleurs, le Comité populaire de la ville de Hanoi a chargé les services municipaux et le MRB de commencer l'étude sur la construction de la ligne 6 (aéroport de Noi Bai - Ngoc Hoi), financée par don non remboursable du gouvernement australien via la Banque mondiale. Selon le plan du réseau ferroviaire urbain de Hanoi à horizon 2030, la capitale disposera de 10 lignes d'une longueur totale de 417 km. Présentement, seule la première ligne Cat Linh-Ha Dong (ligne 2A) a été achevée (entrée en service en novembre 2021). À Ho Chi Minh Ville, des reports ont également été annoncés la semaine dernière ; par délégation du Premier ministre, le ministre des Transports a sollicité l'extension de la durée de deux projets des lignes ferroviaires urbaines à l'Assemblée nationale : l'achèvement de la ligne 1 (Ben Thanh – Suoi Tien) est reporté à 2028 et celui de la ligne 2 (Ben Thanh - Tham Luong), à 2030.

Thaïlande

Déficit commercial de 15 Mds USD sur les neufs premiers mois

En septembre, les exportations de biens ont continué de croître à un rythme soutenu (+7,8 % en g.a. après +7,5 % en août) et au-delà des anticipations (+4,5 %). Sur les 9 premiers mois de l'année, le volume des exportations atteint 221,3 Mds USD, en augmentation de 10,6 % en g.a. par rapport à la même période de l'année dernière tandis que les importations s'accroissent de 15,6 % à 236,3 Mds USD, entraînant un déficit commercial de 15 Mds USD sur la période. La croissance des exportations bénéficie de la faiblesse du baht (-13,5% par rapport au dollar entre début janvier et début octobre 2022) et concerne tant les biens manufacturés (en particulier les véhicules automobiles et les équipements électroniques et électriques grâce notamment à de moindres tensions dans l'approvisionnement en micro-processeurs) que les produits agricoles et agroalimentaires (riz, produits à base de poulet, nourriture pour animaux). Sur l'ensemble de l'année 2022, la banque centrale prévoit une hausse des exportations de 8,2% et une hausse des importations de 16,8%.

Ouverture de l'achat de terrains aux étrangers

Le cabinet des ministres a approuvé la proposition du ministère de l'Intérieur permettant aux étrangers d'acquérir des terrains en Thaïlande (jusqu'à 0,16 ha) à des fins résidentielles. Cette ouverture, qui s'inscrit dans la continuité du programme « Long-Term Resident Visa » (LTR) pour les citoyens étrangers fortunés, devrait attirer selon les autorités jusqu'à un million d'étrangers riches d'ici les 5 prochaines années et générer sur la période 800 Mds THB (21 Mds USD) d'investissements et 270 Mds THB (7 Mds USD) de recettes fiscales. Pour être éligibles, ces citoyens du monde devront investir un minimum de 40 M THB (1 M USD) dans le marché immobilier ou dans divers fonds d'investissements et entreprises promues par le Bureau des investissements thaïlandais (BoI). Certaines voix s'élèvent néanmoins contre cette nouvelle opportunité d'investissement offerte aux personnes étrangères, en particulier l'un des principaux syndicats d'entreprises thaïlandais (« Confederation of Thai Trade and Industry »), qui considèrent qu'elle pourrait alimenter les spéculations immobilières, notamment en provenance des acheteurs chinois comme c'est le cas au Cambodge et au Laos.

Poursuite des Investissements gaziers de PTTEP

PTTEP, la filiale d'exploration-production pétro-gazière de PTT, premier groupe public thaïlandais, vient d'annoncer le rachat de 25 % des parts détenues par le groupe italien ENI dans un bloc gazier aux Emirats Arabes Unis (« Sharjah Onshore Area A»). Suite à cet investissement, PTTEP détiendra donc 25 % de l'actionnariat à part égale avec SNOC (compagnie pétrolière publique émiratie), le reste étant détenu par ENI (50%). Il s'agit du cinquième investissement de PTTEP aux Emirats Arabes Unis après des acquisitions dans les blocs « Abu Dhabi Offshore 1, 2 et 3 » et « Sharjah Onshore Area C ». Dans un contexte de raréfaction de ses ressources propres en gaz naturel, la Thaïlande a besoin de sécuriser ses sources d'approvisionnement qui est l'objectif prioritaire assigné par les autorités à PTTEP. Pour mémoire, cette dernière s'est montrée très active depuis un an en matière d'investissement pétro-gazier avec la reprise de l'exploitation de deux importants gisements thaïlandais, Erawan (repris à l'américain Chevron après une longue bataille juridique sur le coût de transfert des actifs) et Bongkot situés dans le Golfe de Thaïlande, ces champs représentant une capacité de production combinée d'environ 1500 millions de mètre cube par jour, soit 60 % de l'offre de gaz domestique. À l'étranger, outre ses achats aux Emirats Arabes Unis, PTTEP a acquis en 2021 le bloc offshore de Sabah en Malaisie et 20% d'un bloc gazier à Oman détenu par le groupe britannique BP.

Philippines

Visite d'une délégation de MEDEF International à Manille

Les 24, 25 et 26 octobre, les Philippines ont accueilli une délégation composée d'une vingtaine d'entreprises du secteur des infrastructures (construction, transport, eau, énergie, ingénierie), du maritime, du conseil et de la banque. Lors de rencontres à haut niveau, les échanges ont notamment porté sur les différents plans de développement philippins, les réformes en cours dans l'archipel, les partenariats public-privé, ainsi que les besoins et les outils disponibles en matière de financement. La délégation a également rencontré la Banque Asiatique de Développement dont le siège est à Manille.

Le commerce inter-régional atteint 3,5 Mds USD au deuxième trimestre

Le commerce inter-régional philippin atteint 190 Mds PHP (3,5 Mds USD) au 2^{ème} trimestre, soit une diminution de 17,9% en glissement annuel. Les machines et équipement de transport représentent 36,9% du commerce inter-régional, contre 20,4% pour la nourriture et les animaux vivants, et 15,9% pour les produits manufacturés. À l'échelle inter-régionale, les régions ayant enregistré les exportations nettes les plus élevées sont les Visayas orientales (19 Mds PHP, soit 0,3 Md USD), la région métropolitaine de Manille (15 Mds PHP, 0,3 Md USD) et Mindanao du Nord (11 Mds PHP, 0,2 Md USD). À l'inverse, les régions ayant enregistré les balances commerciales les plus déficitaires sont Caraga (-34 Mds PHP soit 0,7 Md USD), la Péninsule de Zamboanga (-7 Mds PHP, 0,1 Md USD) et Calabarzon (-6 Mds PHP, 0,1 Md USD).

Cambodge

Répression des jeux d'argent illégaux

La Commission de gestion des jeux commerciaux du Cambodge a publié, le 20 octobre, de nouvelles directives pour les entreprises de jeux d'argent. Ces directives visent à réprimer les activités de jeu illégales et à promouvoir les jeux d'argent légaux. Elles portent notamment sur les licences, l'imposition et la conformité aux lois et aux textes relatifs à la gestion des jeux d'argent commerciaux. Le Premier ministre Hun Sen et le ministre de l'Intérieur Sar Kheng ont récemment émis un ordre strict pour réprimer tous les types de jeux d'argent illégaux, y compris les jeux en ligne, dans tout le pays. Cette mesure renforce également les efforts du gouvernement dans la lutte contre le blanchiment car les jeux d'argent et les casinos figurent bien parmi les domaines à haut risque de blanchiment d'argent et de traite des êtres humains.

Construction d'une deuxième autoroute entre Phnom-Penh et Bavet

Le ministère des Travaux publics et des Transports a signé le 12 septembre avec la China Road and Bridge Corporation (CRBC) un protocole d'accord pour la construction de la 2^{ème} autoroute reliant la capitale Phnom-Penh à Bavet, à la frontière avec le Vietnam. Les travaux devraient débuter en juin 2023. Des accord-cadre et accords sur l'investissement et la concession sont prévus d'ici la fin de cette année. D'une valeur d'environ 2 Md USD, l'autoroute de 135 km est présentée comme devant améliorer l'efficacité du secteur des transports, les liens économiques avec le Vietnam et le renforcement de la connectivité dans la région. Pour mémoire, c'est CRBC qui a construit l'autoroute Phnom-Penh/Sihanoukville, inaugurée le 1er octobre, en contrepartie d'une concession de 50 ans.

Des exportations d'énergie verte vers Singapour

Le 25 octobre, le Cambodge et Singapour ont signé un protocole d'accord sur la coopération dans le domaine de l'énergie. Cette coopération comprend un projet de ligne sous-marine de transport à haute tension à destination de la cité-Etat. Un groupe de travail technique conjoint sera mis en place pour encadrer ce projet, qui associera notamment Keppel (Singapour), PSGC (Thaïlande) et Royal Group (Cambodge). Ce projet est à rapprocher des travaux en cours au sein de l'ASEAN pour développer l'interconnexion des réseaux électriques nationaux, ce qui permettrait, par exemple, au Laos de vendre son hydroélectricité à Singapour. La cité-Etat, dont les capacités de production d'énergies renouvelables sont très limitées, souhaite verdir son bilan énergétique. Pour mémoire, 44% de l'électricité cambodgienne est d'origine hydraulique et 6% photovoltaïque. Ce protocole pourrait favoriser le développement des énergies renouvelables au Cambodge, sous réserve que cela ne conduise pas le pays à exporter de l'énergie verte alors que 49% de sa production d'électricité s'appuie encore sur des énergies fossiles.

Laos

Contrôle des changes fortement renforcé

La Banque du Laos a annoncé que, sauf exception, les banques commerciales ne sont plus autorisées à vendre des devises. Si ces banques et les bureaux de change peuvent bien acheter des devises, elles ne sont plus autorisées qu'à vendre des kips à leurs clients... hors entreprises. Il s'agit, en réaction à la forte dépréciation de la monnaie depuis le début de l'année (-37%), de protéger le kip et de limiter la circulation de devises dans le pays. En outre, ces établissements ne peuvent acheter ces devises qu'à un taux déterminé par la banque centrale : dans une fourchette de plus ou moins 3 % pour la devise américaine et de plus ou moins 4,5% pour les autres devises. Et seules les banques commerciales sont autorisées à réaliser des opérations de change au profit des importateurs, exportateurs, investisseurs et autres sociétés légalement constituées.

Le comité central du Parti en lutte contre l'inflation

Alors que l'inflation dépasse les 34% fin septembre, son plus haut niveau depuis plus de 20 ans, le secrétaire général du parti communiste laotien s'engage à lutter avec fermeté contre cette dérive des prix. Parmi les mesures annoncées figurent l'utilisation exclusive du système bancaire pour les paiements, la réparation des infrastructures endommagées par les inondations pour améliorer la production, la régularité de l'approvisionnement en carburant, des investissements supplémentaires au profit d'Electricité du Laos... Les autorités souhaitent voir les importations se réduire et les exportations croître. Pas sûr que cela soit efficace, d'autant que le kip a perdu plus de 37% de sa valeur face au dollar depuis le début de l'année, ce qui contribue très fortement à cette inflation importée. D'ailleurs, dans le même temps, le ministère des Transports a annoncé une hausse des prix des carburants et des tarifs des transports alors que celui du Commerce annoncé une hausse des prix des denrées alimentaires.

Des investissements australiens dans l'élevage ?

Une délégation de professionnels et de fonctionnaires australiens de l'élevage s'est rendue au Laos ces derniers jours. Elle souhaitait évaluer le potentiel commercial, y compris par le développement de la production dans le pays. Ses membres estiment que le pays, outre sa situation géographique stratégique, recèle un fort potentiel grâce à l'engagement des autorités, à l'amélioration de ses infrastructures, notamment de transports, au dynamisme de son secteur privé, ses atouts agricoles et la forte demande chinoise (ce dernier point n'étant pas si clairement formulé). L'Australie en profite pour proposer ses savoir-faire en matière d'élevage bovin. Pour mémoire, l'Australie, 5^{ème} client du Laos, a absorbé 25 M USD d'exportation au cours des 9 premiers mois de l'année.

Birmanie

Inscription sur liste noire du GAFI

La Birmanie est de nouveau inscrite sur la « liste noire » du GAFI depuis le 21 octobre. Cette inscription ne s'accompagne pas d'un appel du GAFI à la mise en œuvre de contre-mesures, comme c'est le cas pour la Corée du Nord et l'Iran, mais appelle la mise en œuvre de mesures de vigilance renforcée par les banques et acteurs financiers. Ces mesures ne doivent en aucun cas avoir un effet sur l'aide humanitaire dans le pays. Au regard des sanctions internationales sur le régime, et de la présence préalable du pays sur liste grise GAFI, les institutions financières privées sont d'ores et déjà incitées à un niveau élevé de compliance afin d'opérer via/vers la Birmanie. Pour mémoire, la Birmanie avait déjà été mise sur liste noire entre juin 2011 et février 2016.

Renforcement du contrôle financier des entreprises

La junte militaire renforce son contrôle financier sur les entreprises en ordonnant la compilation d'une base de données regroupant les comptes bancaires des entreprises opérant dans les 29 zones industrielles de Rangoun. L'association des banques a par ailleurs informé qu'elle avait communiqué à la banque centrale ainsi qu'à l'organisme de renseignement financier un rapport sur les titulaires de comptes susceptibles de financer le terrorisme et le blanchiment de l'argent.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtrésor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtrésor.gouv.fr ; eva.thach@dgtrésor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité